ANNEXE III Répartition des recettes et des dépenses par union en 2020‑2021

Introduction

Conformément au Règlement financier de l’OMPI (article 2.3), la présente annexe présente le programme et budget par union pour l’exercice biennal 2020‑2021. Les unions comprennent les unions financées par des contributions (Paris, Berne, IPC, Nice, Locarno et Vienne) et la Convention instituant l’OMPI, et les unions des quatre systèmes d’enregistrement international (PCT, Madrid, La Haye et Lisbonne). La méthode utilisée pour la répartition des recettes et des dépenses entre les unions dans le cadre du programme et budget pour l’exercice biennal 2020‑2021 est restée identique à celle utilisée pour l’exercice biennal 2018‑2019. S’agissant de la répartition des dépenses directes et indirectes des unions, conformément à la pratique antérieure, les calculs ont été affinés pour mieux refléter l’évolution des activités de l’Organisation rendue possible par les systèmes ERP/EPM. Les tableaux 11, 12 et 13 donnent un aperçu de la répartition des recettes et des dépenses par union pour l’exercice biennal 2020‑2021, des recettes prévisionnelles par union pour l’exercice biennal 2020‑2021 et du budget pour 2020‑2021 par programme et par union.

Répartition des recettes par union

L’allocation des recettes aux unions est fondée sur la méthode de répartition ci‑après :

* + les recettes provenant des contributions des États membres sont allouées aux unions financées par des contributions;
	+ les recettes provenant des taxes des systèmes d’enregistrement du PCT, de Madrid, de La Haye et de Lisbonne sont allouées aux unions respectives;
	+ les recettes provenant des publications sont attribuées aux unions financées par des contributions et aux unions du PCT et de Madrid sur la base des estimations relatives aux recettes provenant des publications de chacune de ces unions;
	+ les recettes provenant du Centre d’arbitrage et de médiation sont réparties entre les unions sur la base des estimations du chef de programme;
	+ les autres recettes sont réparties de manière égale entre toutes les unions; et
	+ les ajustements IPSAS apportés aux recettes sur une base budgétaire sont répartis de manière uniforme entre toutes les unions.

Répartition des dépenses par union

Principes de répartition

Les dépenses sont réparties entre les unions selon les quatre catégories suivantes :

1. “dépenses directes des unions” (par exemple, les dépenses faites au titre du programme 5 – Système du PCT – constituent des “dépenses directes” de l’Union du PCT);
2. “dépenses indirectes des unions” (par exemple, la part des dépenses faites au titre du programme 9 – Bureaux régionaux et PMA – prise en charge par l’Union du PCT constitue une “dépense indirecte de l’union”);
3. “dépenses administratives directes” (par exemple, les dépenses faites au titre du programme 23 – DGRH – concernant l’appui en matière de ressources humaines fourni au programme 5 constituent des “dépenses administratives directes” de l’Union du PCT); et
4. “dépenses administratives indirectes” (par exemple, la part des dépenses faites au titre du programme 23 concernant l’appui en matière de ressources humaines fourni au programme 9 prise en charge par l’Union du PCT constitue une “dépense administrative indirecte”).

Les dépenses directes des unions sont réparties entre les unions soit en intégralité soit sur la base d’estimations du chef de programme. Les dépenses administratives directes sont réparties entre les unions sur la base de l’effectif relatif.

Les dépenses indirectes des unions et les dépenses administratives indirectes sont réparties entre les unions sur la base du principe de la “capacité de paiement”. Si l’union dispose d’un niveau de réserves supérieur au montant recommandé, elle est réputée être à même de financer les activités indirectes. La “capacité de paiement” représente la différence entre les recettes prévisionnelles biennales d’une union, d’une part, et les dépenses directes de l’union et ses dépenses administratives directes, d’autre part. La mesure dans laquelle cet appui peut être fourni par chaque union est fonction de la proportion relative dans laquelle ses recettes dépassent ses dépenses directes.

Répartition des dépenses de l’exercice biennal 2020‑2021 par catégorie

Le tableau ci‑dessous résume la répartition des dépenses de l’exercice biennal 2020‑2021 entre les unions sur la base de quatre catégories de répartition. Les dépenses indirectes sont réparties entre les unions du PCT et de Madrid en fonction de leur “capacité de paiement”.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributions | Union du PCT | Union de Madrid | Union de La Haye | Union de Lisbonne |
| Dépenses directes de l’union | Dépenses directes de l’union | Dépenses directes de l’union | Dépenses directes de l’union | Dépenses directes de l’union |
| Dépenses administratives directes | Dépenses administratives directes | Dépenses administratives directes | Dépenses administratives directes | Dépenses administratives directes |
| Dépenses indirectes de l’union | Dépenses indirectes de l’union | Dépenses indirectes de l’union | Dépenses indirectes de l’union | Dépenses indirectes de l’union |
| Dépenses administratives indirectes | Dépenses administratives indirectes | Dépenses administratives indirectes | Dépenses administratives indirectes | Dépenses administratives indirectes |
| Les ajustements IPSAS apportés aux dépenses |

Répartition des dépenses par résultat escompté

Les activités de l’OMPI sont mises en œuvre conformément à une structure programmatique. Les programmes entreprennent des activités qui contribuent à l’obtention des résultats escomptés au niveau de l’Organisation.

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté I.1 “Renforcement de la coopération entre les États membres en ce qui concerne l’élaboration de cadres normatifs internationaux équilibrés dans le domaine de la propriété intellectuelle” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 1 (Droit des brevets)

Programme 2 (Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques)

Programme 3 (Droit d’auteur et droits connexes)

Programme 4 (Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques)

Programme 18 (Propriété intellectuelle et défis mondiaux)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union” et dépenses “indirectes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’union | Union du PCTDépenses directes de l’union | Union de MadridDépenses directes de l’union | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
| Programme 1 – SCP(10% – estimation du chef de programme) | Programme 1 – SCP*(90% – estimation du chef de programme)* | Programme 2 – SCT*(65% – estimation du chef de programme)* | Programme 2 – SCT*(15% – estimation du chef de programme)* |  |
| Programme 2 – SCT*(20% – estimation du chef de programme)* |  |  |  |  |
| Programme 3 – SCCR |  |  |  |  |
| Programme 4 – IGC |  |  |  |  |
| Dépenses indirectes de l’union : programme 1 (renforcement des capacités) et programme 18 |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté I.2 “Cadres législatifs, réglementaires et politiques de propriété intellectuelle adaptés et équilibrés” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 1 (Droit des brevets)

Programme 2 (Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques)

Programme 3 (Droit d’auteur et droits connexes)

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 10 (Pays en transition et pays développés)

Programme 17 (Promotion du respect de la propriété intellectuelle)

Programme 18 (Propriété intellectuelle et défis mondiaux)

Programme 20 (Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union” et dépenses “indirectes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’union | Union du PCTDépenses directes de l’union | Union de MadridDépenses directes de l’union | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
| Programme 1 – Promotion du PLT et du Traité de Budapest(10% – estimation du chef de programme) | Programme 1 – Promotion du PLT et du Traité de Budapest(90% – estimation du chef de programme) | Programme 2 – Promotion du Traité de Singapour(65% – estimation du chef de programme) | Programme 2 – Promotion du Traité de Singapour(15% – estimation du chef de programme) |  |
| Programme 2 – Promotion du Traité de Singapour(20% – estimation du chef de programme) |  |  |  |  |
| Programme 3 – Promotion des traités (Beijing, Marrakech, WCT, WPPT, etc.) |  |  |  |  |
| Dépenses indirectes de l’union : programmes 1 (conseils législatifs), 9, 10, 17, 18 et 20 |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté I.3 “Sécurité juridique accrue en ce qui concerne la protection des emblèmes d’États et des noms et emblèmes d’organisations internationales intergouvernementales” mises en œuvre par le programme 2 (Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques) sont réparties en tant que dépenses “directes de l’Union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’union |  | Union de MadridDépenses directes de l’union | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
| Programme 2 – article 6*ter*(20% – estimation du chef de programme) |  | Programme 2 – article 6*ter*(65% – estimation du chef de programme) | Programme 2 – article 6*ter*(15% – estimation du chef de programme) |  |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté I.4 “Intérêt croissant pour l’OMPI en tant qu’instance d’analyse des questions relatives à la protection internationale des brevets, modèles d’utilité, schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés et informations confidentielles” mises en œuvre par le programme 1 (Droit des brevets) sont réparties en tant que dépenses “directes de l’Union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’Union | Union du PCTDépenses directes de l’Union |  |  |  |
| Programme 1 – Informations confidentielles(10% – estimation du chef de programme) | Programme 1 – Informations confidentielles(90% – estimation du chef de programme) |  |  |  |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté II.1 “Utilisation plus large et plus efficace du système du PCT pour le dépôt des demandes internationales de brevet, notamment par les pays en développement et les PMA” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 5 (PCT)

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 10 (Pays en transition et pays développés)

Programme 20 (Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Union du PCTDépenses directes de l’union |  |  |  |
|  | Programme 5 – Assemblée de l’Union du PCT, Groupe de travail du PCT, activités juridiques et promotionnelles du PCTProgramme 9 – Promotion du système du PCTProgramme 10 – Promotion du système du PCTProgramme 20 – Promotion du système du PCT |  |  |  |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté II.2 “Amélioration de la productivité et de la qualité de service des opérations du PCT” mises en œuvre par le programme 5 (PCT) sont attribuées en tant que dépenses “directes de l’union” à l’Union du PCT.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Union du PCTDépenses directes de l’Union |  |  |  |
|  | Programme 5 – Services de traitement, services de traduction et systèmes informatiques du PCT |  |  |  |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté II.3 “Utilisation plus large et plus efficace du système de La Haye, notamment par les pays en développement et les PMA” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 10 (Pays en transition et pays développés)

Programme 20 (Relations extérieures et bureaux extérieurs)

Programme 31 (Système de La Haye)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
|  |  |  | Programme 31 – Groupe de travail de La Haye, activités juridiqueset promotionnelles de La HayeProgramme 9 – Promotion du système de La HayeProgramme 10 – Promotion du système de La HayeProgramme 20 – Promotion du système de La Haye |  |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté II.4 “Amélioration de la productivité et de la qualité de service des opérations de La Haye” mises en œuvre par le programme 31 (Système de La Haye) sont attribuées en tant que dépenses “directes de l’union” à l’Union de La Haye.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
|  |  |  | Programme 31 Services de traitement et système informatique du système de La Haye |  |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté II.5 “Utilisation plus large et plus efficace du système de Madrid, notamment par les pays en développement et les PMA” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 6 (Système de Madrid)

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 10 (Pays en transition et pays développés)

Programme 20 (Relations extérieures et bureaux extérieurs)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | Union de MadridDépenses directes de l’union |  |  |
|  |  | Programme 6 – Assemblée de l’Union de Madrid, Groupe de travail de Madrid, activités juridiques et promotionnelles du système de Madrid |  |  |
| Programme 9 – Promotion du système de MadridProgramme 10 – Promotion du système de MadridProgramme 20 – Promotion du système de Madrid |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté II.6 “Amélioration de la productivité et de la qualité de service des opérations du système de Madrid” mises en œuvre par le programme 6 (Système de Madrid) sont attribuées en tant que dépenses “directes de l’Union” à l’Union de Madrid.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | Union de MadridDépenses directes de l’union |  |  |
|  |  | Programme 6 – Services de traitement et de traduction et système informatique du système de Madrid[[1]](#footnote-2) |  |  |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté II.7 “De plus en plus de litiges internationaux ou nationaux de propriété intellectuelle sont évités ou réglés par la médiation, l’arbitrage et d’autres modes extrajudiciaires de règlement des litiges de l’OMPI” et au résultat escompté II.8 “Protection effective de la propriété intellectuelle dans les gTLD et les ccTLD” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 7 (Centre d’arbitrage et de médiation de l’OMPI)

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 10 (Pays en transition et pays développés)

Programme 20 (Relations extérieures et bureaux extérieurs)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union” et dépenses “indirectes de l’union”, comme indiqué ci‑après :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’union | Union du PCTDépenses directes de l’union | Union de MadridDépenses directes de l’union | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
| Programme 7 – Services de règlement extrajudiciaire des litiges(18% – estimation du chef de programme) | Programme 7 – Services de règlement extrajudiciaire des litiges (17% – estimation du chef de programme) | Programme 7 – Services de règlement extrajudiciaire des litiges (46% – estimation du chef de programme) | Programme 7 – Services de règlement extrajudiciaire des litiges (19% – estimation du chef de programme) |  |
| Dépenses indirectes de l’union : programmes 9, 10 et 20 |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté II.9 “Utilisation plus large et plus efficace du système de Lisbonne, notamment par les pays en développement et les PMA” mises en œuvre par le programme 32 (Système de Lisbonne) sont attribuées en tant que dépenses “directes de l’Union” à l’Union de Lisbonne mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 10 (Pays en transition et pays développés)

Programme 20 (Relations extérieures et bureaux extérieurs)

Programme 32 (Service d’enregistrement de Lisbonne)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | Union de LisbonneDépenses directes de l’union |
|  |  |  |  | Programme 32 – Traitement et développement informatique du système de Lisbonne, Groupe de travail de Lisbonne, promotionProgramme 9 – Promotion du système de LisbonneProgramme 10 – Promotion du système de LisbonneProgramme 20 – Promotion du système de Lisbonne |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté II.10 “Amélioration de la productivité et de la qualité de service des opérations du système de Lisbonne” mises en œuvre par le programme 32 (Système de Lisbonne) sont attribuées en tant que dépenses “directes de l’Union” à l’Union de Lisbonne.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | Union de LisbonneDépenses directes de l’union |
|  |  |  |  | Programme 32 – Traitement et développement informatique du système de Lisbonne, Groupe de travail de Lisbonne, promotion |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté III.2 “Mise en valeur des ressources humaines pour répondre aux besoins variés en matière d’utilisation efficace de la propriété intellectuelle au service du développement dans les pays en développement, les PMA et les économies en transition” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 2 (Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques)

Programme 3 (Droit d’auteur et droits connexes)

Programme 4 (Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques)

Programme 8 (Coordination du Plan d’action pour le développement)

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 10 (Pays en transition et pays développés)

Programme 11 (Académie de l’OMPI)

Programme 14 (Information et savoirs)

Programme 17 (Promotion du respect de la propriété intellectuelle)

Programme 18 (Propriété intellectuelle et défis mondiaux)

Programme 20 (Relations extérieures et bureaux extérieurs)

Programme 30 (PME)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union” et dépenses “indirectes de l’union”, comme indiqué ci‑après :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’union |  | Union de MadridDépenses directes de l’union | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
| Programme 2 – Renforcement des capacités en matière de marques, de dessins et modèles et d’indications géographiques(20% – estimation du chef de programme) |  | Programme 2 – Renforcement des capacités en matière de marques, de dessins et modèles et d’indications géographiques(65% – estimation du chef de programme) | Programme 2 – Renforcement des capacités en matière de marques, de dessins et modèles et d’indications géographiques(15% – estimation du chef de programme) |  |
| Programme 3 – ABC |  |  |  |  |
| Programme 4 – Renforcement des capacités en matière de savoirs traditionnels, d’expressions culturelles traditionnelles et de ressources génétiques |  |  |  |  |
| Dépenses indirectes de l’union : programmes 3 (développement du droit d’auteur), 8, 9, 10, 11, 14, 17, 18, 20 et 30 |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer aux résultats escomptés III.4 “Accords de coopération avec les institutions des pays en développement, des PMA et des pays en transition renforcés et adaptés à leurs besoins” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 3 (Droit d’auteur et droits connexes)

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 10 (Pays en transition et pays développés)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union” et dépenses “indirectes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Unions financées par des contributions**Dépenses directes de l’union |  |  |  |  |
| Programme 3 – Renforcement des capacités des organisations de gestion collective |  |  |
| Dépenses indirectes de l’union : programmes 3 (développement du droit d’auteur), 9 et 10 |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté IV.1 “Système actualisé et mondialement accepté des classifications internationales et des normes de l’OMPI pour faciliter l’accès des parties prenantes du monde entier à l’information en matière de propriété intellectuelle, ainsi que son utilisation et sa diffusion” mises en œuvre par le programme 12 (Classifications internationales et normes) sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’union | Union du PCTDépenses directes de l’union | Union de MadridDépenses directes de l’union | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
| Programme 12 – Classifications internationales et normes de l’OMPI(9% – estimation du chef de programme) | Programme 12 – Classifications internationales et normes de l’OMPI(70% – estimation du chef de programme) | Programme 12 – Classifications internationales et normes de l’OMPI(20% – estimation du chef de programme) | Programme 12 – Classifications internationales et normes de l’OMPI(1% – estimation du chef de programme) |  |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté IV.2 “Amélioration de l’accessibilité et de l’utilisation de l’information en matière de propriété intellectuelle par les institutions compétentes et le public afin de promouvoir l’innovation et la créativité” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 4 (Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques)

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 13 (Bases de données mondiales)

Programme 14 (Information et savoirs)

Programme 20 (Relations extérieures et bureaux extérieurs)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union” et dépenses “indirectes de l’union”, comme indiqué ci‑après :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’union | Union du PCTDépenses directes de l’union | Union de MadridDépenses directes de l’union | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
| Programme 4 – Bases de données sur les savoirs traditionnels, les expressions culturelles traditionnelles et les ressources génétiques | Programme 13 – Infrastructure des bases de données mondiales, outils de recherche et de traduction automatique(59,4% – estimation du chef de programme) | Programme 13 – Infrastructure des bases de données mondiales, outils de recherche et de traduction automatique(31,7% – estimation du chef de programme) | Programme 13 – Infrastructure des bases de données mondiales, outils de recherche et de traduction automatique(8,9% – estimation du chef de programme) |  |
|  | Programme 14 – Diffusion mondiale de données de propriété intellectuelle (59,4% – part des recettes) | Programme 14 – Diffusion mondiale de données de propriété intellectuelle(31,7% – part des recettes) | Programme 14 – Diffusion mondiale de données de propriété intellectuelle(8,9% – part des recettes) |  |
|  |  |  |  |  |
| Dépenses indirectes de l’union : programmes 9, 13 (WIPO Lex), 14 et 20 |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté IV.3 “Élargissement de la portée géographique du contenu et de l’utilisation des bases de données mondiales de l’OMPI en matière de propriété intellectuelle” mises en œuvre par le programme 13 (Bases de données mondiales) sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Union du PCTDépenses directes de l’union | Union de MadridDépenses directes de l’union | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
|  | Programme 13 – Extension de la couverture des bases de données mondiales(59,4% – estimation du chef de programme) | Programme 13 – Extension de la couverture des bases de données mondiales(31,7% – estimation du chef de programme) | Programme 13 – Extension de la couverture des bases de données mondiales(8,9% – estimation du chef de programme) |  |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté IV.4 “Amélioration de l’infrastructure technique et du savoir pour les offices et les autres institutions de propriété intellectuelle pour fournir à leurs parties prenantes des services améliorés (moins chers, plus rapides, de meilleure qualité) et de rationaliser l’administration de la propriété intellectuelle” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 3 (Droit d’auteur et droits connexes)

Programme 9 (Bureaux régionaux et PMA)

Programme 13 (Bases de données mondiales)

Programme 15 (Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle)

Programme 20 (Relations extérieures et bureaux extérieurs)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union” et dépenses “indirectes de l’union”, comme indiqué ci‑après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’union | Union du PCTDépenses directes de l’union | **Union de Madrid**Dépenses directes de l’union | Union de La HayeDépenses directes de l’union |  |
| Programme 3 – Systèmes de gestion des données numériques | Programme 13 – Systèmes de ROC dans les offices nationaux*(59,4% – estimation du chef de programme)* | Programme 13 – Systèmes de ROC dans les offices nationaux*(31,7% – estimation du chef de programme)* | Programme 13 – Systèmes de ROC dans les offices nationaux*(8,9% – estimation du chef de programme)* |  |
|  |  |  |  |  |
| Dépenses indirectes de l’union : programmes 9, 15 et 20 |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer au résultat escompté VII.1 “Plateformes et instruments fondés sur la propriété intellectuelle pour le transfert de connaissances et l’adaptation et la diffusion de la technologie entre les pays développés et les pays en développement, notamment les PMA, pour relever des défis mondiaux” mises en œuvre par les programmes ci‑après :

Programme 3 (Droit d’auteur et droits connexes)

Programme 4 (Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques)

Programme 18 (Propriété intellectuelle et défis mondiaux)

Programme 20 (Relations extérieures et bureaux extérieurs)

sont réparties en tant que dépenses “directes de l’union” et dépenses “indirectes de l’union”, comme indiqué ci‑après :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Unions financées par des contributionsDépenses directes de l’union |  |  |  |  |
| Programme 3 – Service d’échange de livres et normes de publication ouverte de l’ABC |  |  |  |  |
| Programme 4 – Appui à WIPO Re:Search et WIPO GREEN |  |  |  |  |
| Dépenses indirectes de l’union : programmes 18 et 20 |

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer aux résultats escomptés III.1, III.3, III.6, V.1, V.2, VI.1, VI.2, VIII.1, VIII.2, VIII.4 et VIII.5 sont réparties en tant que dépenses “indirectes de l’Union” sur la base du principe de la “capacité de paiement”.

Les dépenses relatives aux activités pour les résultats escomptés I.1, I.2, III.2, IV.2, VIII.1 et VIII.3 mises en œuvre par le programme 21 et aux activités pour le résultat escompté VIII.5 mises en œuvre par les programmes 21 et 24 sont réparties de la même manière que les dépenses au titre des activités administratives et de gestion.

Les dépenses relatives aux activités menées aux fins de contribuer à l’objectif stratégique IX “Structure d’appui administratif et financier efficace afin de permettre à l’OMPI d’exécuter ses programmes” (résultats escomptés IX.1 à IX.5) mises en œuvre par les programmes indiqués ci‑après sont attribuées en tant que dépenses “administratives directes” à l’ensemble des unions comme suit : a) attribution directe aux unions des coûts administratifs tels que la part du coût de l’hébergement du serveur au CIC et la part du coût de la Section des recettes aux finances; et b) attribution aux unions des autres coûts “administratifs directs” sur la base de leur part relative dans l’effectif. Les dépenses administratives connexes qui ne sont pas attribuées en tant que dépenses “administratives directes” sont réparties en tant que dépenses “administratives indirectes” sur la base du principe de la “capacité de paiement”.

|  |
| --- |
| Dépenses administratives directes/indirectes |
| Programme 21 (Direction générale) |
| Programme 22 (Gestion du programme et des ressources) |
| Programme 23 (DGRH) |
| Programme 24 (Services d’appui généraux) |
| Programme 25 (TIC) |
| Programme 26 (Supervision interne) |
| Programme 27 (Services de conférence et services linguistiques) |
| Programme 28 (Sécurité de l’information, des biens et des personnes) |

Répartition des ajustements IPSAS par union

Les ajustements apportés aux dépenses au titre des normes IPSAS sont répartis au prorata entre les unions en fonction des parts relatives des dépenses. Les ajustements IPSAS incluent les prestations au personnel après la cessation de service et l’amortissement des bâtiments et de l’équipement, des logiciels et des droits de superficie.

Tableau 11. Scénario global par union

(en milliers de francs suisses)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Unions financées par des contributions | Union du PCT | Union de Madrid | Union de La Haye | Union de Lisbonne | Total |
| Recettes 2020‑2021 | **36 084** |  | **667 565** |  | **164 345** |  | **13 995** |  | **779** |  | **882 768** |  |
| Dépenses 2020‑2021  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Dépenses directes de l’union | 25 761 |  | 242 701 |  | 79 150 |  | 19 900 |  | 1 591 |  | 369 104 |  |
| Dépenses administratives directes | 12 750 |  | 117 630 |  | 56 206 |  | 11 786 |  | 846 |  | 199 218 |  |
| Total partiel, dépenses directes | 38 511 |  | 360 332 |  | 135 357 |  | 31 686 |  | 2 437 |  | 568 322 |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Dépenses indirectes de l’union | ‑ |  | 120 651 |  | 11 384 |  | ‑ |  | ‑ |  | 132 035 |  |
| Dépenses administratives indirectes | ‑ |  | 62 178 |  | 5 867 |  | ‑ |  | ‑ |  | 68 044 |  |
| Total partiel, dépenses indirectes | ‑ |  | 182 828 |  | 17 251 |  | ‑ |  | ‑ |  | 200 079 |  |
| Total, dépenses 2020‑2021 | **38 511** |  | **543 160** |  | **152 607** |  | **31 686** |  | **2 437** |  | **768 401** |  |
| Ajustement estimé du budget au titre des normes IPSAS | 928 |  | 13 090 |  | 3 678 |  | 764 |  | 59 |  | 18 518 |  |
| Total des dépenses après ajustements IPSAS  | **39 439** |  | **556 250** |  | **156 285** |  | **32 450** |  | **2 496** |  | **786 919** |  |
| Résultat d’exploitation | **(3 355)** |  | **111 315** |  | **8 060** |  | **(18 455)** |  | **(1 717)** |  | **95 849** |  |
| Montant recommandé des FRR\* | 19 255 | 50% | 135 790 | 25% | 38 152 | 25% | 4 753 | 15% | ‑ | n.d. | 197 950 | 25,8% |
| \* Les montants recommandés pour les FRR sont calculés en appliquant les facteurs PBE aux dépenses biennales de chaque union, conformément à la politique révisée relative aux réserves (WO/PBC/23/8). |

Tableau 12. Recettes prévisionnelles par union

(en milliers de francs suisses)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Unions financées par des contributions | Union du PCT | Union de Madrid | Union de La Haye | Union de Lisbonne | Total |
|  | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| **Recettes sur une base comptable** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Taxes* |  –  |  –  | 665 575 | 99,7% | 162 039 | 98,6% | 12 639 | 90,3% |  50  | 6,4% | 840 302 | 95,2% |
| **Recettes sur la base d’une comptabilité de caisse** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Contributions (unitaires)* |  34 754  | 96,3% |  –  |  –  |  –  |  –  |  –  |  –  |  –  |  –  |  34 754  | 3,9% |
| *Arbitrage* |  594  | 1,6% |  561  | 0,1% | 1 518  | 0,9% |  627  | 4,5% |  –  |  –  |  3 300  | 0,4% |
| *Publications* |  7  | 0,0% |  700  | 0,1% |  60  | 0,0% |  –  |  –  |  –  |  –  |  767  | 0,1% |
| *Autres recettes* |  676  | 1,9% |  676  | 0,1% |  676  | 0,4% |  676  | 4,8% |  676  | 86,8% |  3 380  | 0,4% |
| Sous‑total |  36 031  | 99,9% |  1 937  | 0,3% |  2 254  | 1,4% |  1 303  | 9,3% |  676  | 86,8% |  42 201  | 4,8% |
| Ajustements IPSAS aux recettes selon la méthode de la comptabilité de caisse |  53  | 0,1% |  53  | 0,0% |  53  | 0,0% |  53  | 0,4% |  53  | 6,8% |  264  | 0,0% |
| Total |  36 084  | 100% | 667 565 | 100% | 164 345 | 100% |  13 995 | 100% |  779  | 100% | 882 768 | 100% |

Tableau 13. Budget par programme et par union

(en francs suisses)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|   |   | **Unions financées par des contributions** | **Union du PCT** | **Union de Madrid** | **Union de La Haye** | **Union de Lisbonne** | **Total** |
| 1 | Droit des brevets | 413 140 | 5 587 398 | 176 362 | ‑ | ‑ | 6 176 900 |
| 2 | Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques | 1 083 600 | ‑ | 3 521 700 | 812 700 | ‑ | 5 418 000 |
| 3 | Droit d’auteur et droits connexes | 13 997 306 | 3 005 973 | 283 627 | ‑ | ‑ | 17 286 906 |
| 4 | Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques | 7 279 770 | ‑ | ‑ | ‑ | ‑ | 7 279 770 |
| 5 | Système du PCT | ‑ | 222 078 589 | ‑ | ‑ | ‑ | 222 078 589 |
| 6 | Système de Madrid | ‑ | ‑ | 62 172 573 | 312 232 | 66 085 | 62 550 890 |
| 7 | Centre d’arbitrage et de médiation de l’OMPI | 2 326 281 | 2 197 043 | 5 944 939 | 2 455 518 | ‑ | 12 923 781 |
| 8 | Coordination du Plan d’action pour le développement | ‑ | 3 448 831 | 325 413 | ‑ | ‑ | 3 774 244 |
| 9 | Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d’Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés | ‑ | 25 499 754 | 3 310 333 | 682 267 | 69 590 | 29 561 944 |
| 10 | Pays en transition et pays développés | ‑ | 7 066 455 | 1 337 360 | 607 165 | 10 000 | 9 020 980 |
| 11 | Académie de l’OMPI | ‑ | 12 246 363 | 1 155 499 | ‑ | ‑ | 13 401 862 |
| 12 | Classifications internationales et normes | 661 070 | 5 141 658 | 1 469 045 | 73 452 | ‑ | 7 345 226 |
| 13 | Bases de données mondiales | ‑ | 7 115 278 | 3 039 723 | 814 249 | ‑ | 10 969 250 |
| 14 | Service d’accès à l’information et aux savoirs | ‑ | 6 338 117 | 1 287 287 | 236 968 | ‑ | 7 862 372 |
| 15 | Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle | ‑ | 13 427 550 | 1 266 950 | ‑ | ‑ | 14 694 500 |
| 16 | Économie et statistiques  | ‑ | 7 006 139 | 661 061 | ‑ | ‑ | 7 667 200 |
| 17 | Promotion du respect de la propriété intellectuelle | ‑ | 4 369 224 | 412 256 | ‑ | ‑ | 4 781 480 |
| 18 | Propriété intellectuelle et défis mondiaux | ‑ | 4 576 120 | 431 778 | ‑ | ‑ | 5 007 898 |
| 19 | Communications | ‑ | 15 382 155 | 1 451 375 | ‑ | ‑ | 16 833 530 |
| 20 | Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs | ‑ | 12 865 498 | 1 721 001 | 691 605 | 25 000 | 15 303 104 |
| 21 | Direction générale | 1 316 263 | 18 286 200 | 6 073 972 | 1 150 991 | 87 377 | 26 914 802 |
| 22 | Gestion du programme et des ressources | 1 817 678 | 26 012 208 | 10 699 543 | 1 966 878 | 120 662 | 40 616 968 |
| 23 | Gestion et mise en valeur des ressources humaines | 1 313 722 | 18 250 891 | 6 062 244 | 1 148 768 | 87 208 | 26 862 833 |
| 24 | Services d’appui généraux | 1 966 296 | 27 316 788 | 9 073 586 | 1 719 404 | 130 527 | 40 206 601 |
| 25 | Technologies de l’information et de la communication | 2 316 054 | 34 099 071 | 11 614 707 | 2 284 655 | 153 745 | 50 468 231 |
| 26 | Supervision interne | 253 885 | 3 527 106 | 1 171 569 | 222 007 | 16 853 | 5 191 421 |
| 27 | Services de conférence et services linguistiques | 1 833 163 | 25 467 229 | 8 459 233 | 1 602 987 | 121 690 | 37 484 302 |
| 28 | Sécurité de l’information, des biens et des personnes | 1 213 330 | 16 856 201 | 5 598 981 | 1 060 982 | 80 544 | 24 810 038 |
| 30 | Appui aux PME et à la création d’entreprises | ‑ | 5 999 712 | 566 100 | ‑ | ‑ | 6 565 812 |
| 31 | Système de La Haye | ‑ | ‑ | ‑ | 13 214 300 | ‑ | 13 214 300 |
| 32 | Système de Lisbonne | ‑ | ‑ | ‑ | ‑ | 1 419 900 | 1 419 900 |
| UN | Non affecté | 719 263 | 9 992 362 | 3 319 078 | 628 951 | 47 746 | 14 707 400 |
|  |  **TOTAL**  | **38 510 821** | **543 159 914** | **152 607 293** | **31 686 080** | **2 436 926** | **768 401 034** |

1. La part des ressources dans le cadre du Programme 6 en soutenant les opérations du système de La Haye est attribuée à l’Union de La Haye. [↑](#footnote-ref-2)